



NOTE D'INFORMATION N° 1

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
SEPTEMBRE 2017

PROJET DE RELANCE DU DIALOGUE LOCAL DANS LA MAMBÈRE KADEI

ATELIERS DE DIALOGUE ENTRE FEMMES ET ENTRE JEUNES ET RESTITUTION AUX AUTORITÉS

Entre les 25 et 30 août 2017, 3 ateliers ont été animés dans le cadre du projet, par Agnès Lambert, anthropologue de l'IRAM et Valérie Blandine Tanga, docteur anthropologue de l'Université de Bangui.

Le premier atelier a réuni 25 femmes agricultrices et 33 femmes éleveuses à Gamboula les 25 et 26 août. Le second atelier a réuni 55 jeunes agriculteurs et jeunes éleveurs et s'est tenu à Berberati les 28 et 29 août. Enfin, un atelier de restitution aux autorités de la zone du projet a eu lieu à Berberati le 30 août 2017, durant lequel les représentants des femmes et des jeunes ont restitué aux autorités les problèmes et solutions identifiés.

Ces ateliers ont permis de faire réfléchir les femmes et les jeunes des deux communautés autour de problèmes concrets et de proposer des solutions partagées.

Ils ont été l'occasion de confirmer une volonté réelle de dialogue et de reprise des relations entre agriculteurs et éleveurs, en particulier du côté des femmes. Ils ont également fait apparaître le fait que le lien social n'est aujourd'hui pas complètement rompu entre les communautés et qu'ils existent toujours des systèmes d'entraide entre les agriculteurs et les éleveurs de retour dans leurs villages d'origine.

Les femmes ont exprimé par ailleurs la volonté de développer certaines activités économiques,

modes de cultures permettant de mieux associer les communautés en particulier le développement de la culture attelée, et la relance du petit élevage. Les éleveuses ont exprimé également le souhait de se mettre à la culture.

Elles ont regretté cependant certaines « tracasseries routières » et le mauvais état des pistes, rendant plus difficile et coûteuse la commercialisation des produits agricoles.

En termes de cohésion sociale, agriculteurs/trices comme éleveurs/ses sont d'accord sur la nécessité de privilégier le renforcement des mécanismes de règlement des conflits au niveau communautaire.

Les jeunes ont exprimé quant à eux des attentes fortes vis-à-vis des autorités, notamment en terme de renforcement de la sécurité.

Ils ont regretté l'absence de perspectives d'emplois, y compris dans les mines, de plus en plus exploités par des investisseurs étrangers, qui, selon eux, n'emploient pas toujours de main d'œuvre locale. Ils ont exprimé des demandes pour la relance du petit élevage, la mécanisation de l'agriculture, mais également pour la diversification des activités économiques par exemple à travers la pisciculture. Les prochains temps de travail et de dialogue, notamment à travers la mission du

LA CITATION DU MOIS

Adage centrafricain rappelé lors de l'atelier du 30 août à Berberati par Flavien Soter NDARATA, chef de service des affaires sociales :

Mamboko oko a mou siri na li pépé

*Un seul doigt ne peut pas prendre
un pou dans les cheveux*

Pr Marc Dufumier et du LERSA en octobre, seront l'occasion d'approfondir ces options.

La question de l'organisation de l'espace agro-pastoral a également été abordée et sera approfondie lors de prochains échanges en novembre.

Pour plus d'informations, le rapport d'ateliers est disponible auprès du coordinateur.



MOBILISATION DES AUTORITÉS LOCALES ET DES ONG PARTENAIRES

Les agents de la Direction régionale de l'élevage et de la santé animale, et ceux de l'ACDA ont activement contribué à l'organisation des premiers ateliers en participant notamment à l'identification des personnes à inviter. Ainsi, une mission a été menée par le chef de service préfectoral de l'élevage et de la santé animale du 21 au 24 août à Wapo, Babaza, Nassolé, Gamboula, Dilapoko, Beina 1, Godawa et Noufou pour identifier les éleveurs et éleveuses à inviter aux ateliers. Une deuxième mission, compo-

sée du coordonnateur du projet et des chefs secteurs ACDA de Berberati et de Gamboula s'est également rendue sur le terrain pour inviter les agriculteurs et agricultrices.

La Direction régionale de l'élevage a également piloté l'organisation de la réunion de lancement du projet organisée le 2 Août à Berberati.

Les autorités préfectorales ont également été fortement mobilisées, en particulier pour présider les différents ateliers avec les autorités locales. Les

députés, de Gamboula et de Berberati, ont été, eux-aussi, particulièrement présents, de même que les Présidents de délégations spéciales des différentes Communes concernées.

La Croix Rouge et Première Urgence ont également favorisé l'identification d'agriculteurs notamment PUI dans la Commune de Haute



Mboumbé (Amada Gaza) et la Croix Rouge Française dans Berberati.

INFORMATIONS SUR LE RETOUR DES RÉFUGIÉS DANS LA ZONE D'INTERVENTION

La zone du projet regroupe les communes de Berberati, de Basse Bataouri, de Ouakanga, de Basse Mboumbé (Gamboula) et, dans une moindre mesure compte tenu des difficultés sécuritaires, de la Haute Mboumbé (Amada Gaza).

Lors du diagnostic de janvier 2017, la mission avait pu approcher quatre situations spécifiques : Nassolé (Commune de Ouakan-

ga), Gamboula (Basse Mboumbé), Dilapoko (village de la commune de Basse Mboumbé), au nord de la ville) et Kentzou (au Cameroun), et faisait apparaître au nord (Commune de Haute Mboumbé) une zone considérée comme « de grande insécurité », notamment du fait de l'absence de forces de sécurité. Les éleveurs se trouvaient alors en majorité dans la sous-préfecture

de Gamboula (cf rapport de phase 1 en janvier 2017).

Aujourd'hui, on trouve des éleveurs dans quatre communes sur cinq, la Commune de Haute Mboumbé restant plus difficile d'accès pour les éleveurs. Certains éleveurs ont même dépassé Berberati et se trouvent au village de Sapoua, sur l'axe Berberati-Bania. De manière générale, les éleveurs restent non loin

des villages pour des raisons d'insécurité, ce qui comporte en même temps des risques de conflits avec les agriculteurs.

Il s'agit aujourd'hui majoritairement d'hommes seuls, mais les représentants de la FNEC indiquent que les retours des femmes et des enfants sont envisagés à partir de la saison sèche (entre novembre et Mai 2018).

Agenda des prochaines activités du projet

5 octobre à Berberati : Réunion du comité local de suivi du projet

21-26 octobre : Mission de Marc Dufumier et de chercheurs du Laboratoire d'Economie rurale et de Sécurité Alimentaire (LERSA) de l'Université de Bangui, sur le terrain

24 octobre à Gamboula : organisation d'un atelier d'échanges autour des innovations économiques animé par Marc Dufumier

Contacts

Coordonnateur du projet à Berberati : Awal

Mahamadou

+236 75 62 53 36 ou 72 50 99 73

awal@gmx.fr ou mahamadou_awal@yahoo.fr

Chargée de programme IRAM : Marion Anvrouin

+33 (0)1 44 08 67 53